

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/NGBT/W/3/Add.36**

16 janvier 1996

(96-0152)

---

**Groupe de négociation sur les  
télécommunications de base**

Original: anglais

## COMMUNICATION DES PHILIPPINES

### Réponse au questionnaire sur les télécommunications de base

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base à la demande des Philippines.

---

## PARTIE I

### Définitions et structure du marché

#### Définitions

1. Il n'existe pas de définition des télécommunications de base dans la législation des Philippines. Tous les services de télécommunication offerts au public moyennant contrepartie relèvent des "services de télécommunication publics". Toutefois, dans son acception courante, le concept de service de télécommunication de base recouvre les services téléphoniques locaux avec commutation.
2. Néant.
3. Néant.

#### Structure du marché

4. Tous les services de télécommunication de base doivent être fournis par des exploitants/opérateurs dûment franchisés et certifiés.
5. La zone de couverture géographique, le type ou la classification des activités et les tarifs des exploitants sont spécifiés dans les franchises (accordées par le Congrès des Philippines) et dans les certificats d'utilité et de nécessité publiques (CPCN) délivrés par la Commission nationale des télécommunications (NTC).

Le secteur philippin des télécommunications se caractérise depuis longtemps par la place importante qu'y occupent les intérêts privés. Toutes les installations appartenant à l'Etat sont en cours de privatisation en application de la Loi de la République n° 7925.

6. Il ne peut être accordé de franchise ou de CPCN pour l'exploitation ou la fourniture de services de télécommunication de base qu'à des citoyens philippins ou à des sociétés ou à des associations de personnes organisées conformément à la législation philippine et dont au moins 60 pour cent du capital appartiennent à des citoyens philippins.
7. Les Philippines appliquent un régime de concurrence réglementée. Tous les candidats à l'accès à ce marché doivent préalablement respecter les prescriptions en matière de franchise et de nationalité.
8. La République des Philippines est membre de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et signataire de certaines conférences administratives mondiales régissant l'exploitation des télécommunications internationales.

## PARTIE II

### Concurrence

#### A. Sous-secteurs

##### i) Généralités

Les exploitants de services de télécommunication publics franchisés et certifiés peuvent se faire concurrence pour la fourniture de services de télécommunication de base. Les investisseurs étrangers peuvent être présents dans cet environnement concurrentiel en détenant des participations minoritaires dans des entreprises de télécommunication philippines.

##### ii) Modes de fourniture

Les services de télécommunication peuvent être fournis par les exploitants franchisés et certifiés ou par leur intermédiaire.

##### iii) Accès au marché

La fourniture de services est subordonnée à l'obtention d'une franchise et d'un CPCN. La participation étrangère au capital ne peut pas dépasser 40 pour cent.

##### iv) Traitement national

Les restrictions ci-après s'appliquent en plus des limitations concernant la participation étrangère au capital:

- le nombre de non-Philippins siégeant au Conseil d'administration d'une entité doit être proportionnel à la participation étrangère globale au capital de cette entité;
- tous les cadres et dirigeants doivent être des citoyens philippins;
- seuls des citoyens philippins ou des sociétés ou associations de personnes dont au moins 60 pour cent du capital appartiennent à des citoyens philippins peuvent posséder des terrains autres que des terrains publics et acquérir des terrains publics en les prenant à bail. Les investisseurs étrangers peuvent louer uniquement des terrains privés.

##### v) Licences

Les franchises et les CPCN sont délivrés suivant une procédure ouverte et transparente qui accorde une juste place aux considérations techniques, juridiques, économiques et financières.

#### B. Catégories

1. et 2. La Loi de la République n° 7925 définit les catégories ci-après d'entités dans le domaine des télécommunications:

*Opérateur de central local:* entité assurant la transmission et la commutation de services de télécommunication, principalement mais non exclusivement vocale, dans une zone géographique située en n'importe quel endroit du territoire philippin.

*Exploitant de services interurbains:* entité, parfois appelée opérateur agissant pour le compte d'un exploitant ou opérateur de réseau de base national, autorisée à installer, posséder et exploiter des installations raccordant des centraux locaux sur le territoire des Philippines et à fournir des services interurbains à grande distance nationaux.

*Exploitant de services internationaux:* entité dont l'activité principale consiste à assurer la transmission et la commutation de tout service de télécommunication entre les Philippines et tout autre point du monde où cette entité a déjà un correspondant ou avec lequel des accords d'interconnexion sont envisagés.

*Fournisseur de services à valeur ajoutée:* entité qui utilise les installations de transmission, de commutation et de distribution locale des opérateurs de centraux locaux et des exploitants de services interurbains, ainsi que d'exploitants étrangers, afin d'offrir des services améliorés plus élaborés que ceux généralement fournis par lesdits exploitants.

*Services de radiocommunication mobile:* système radiotéléphonique mobile couvrant une zone étendue et disposant de ses propres installations de commutation, stations de base et installations de transmission permettant de fournir des services de télécommunication mobile à grande capacité par l'utilisation des fréquences radioélectriques.

#### Revente

3. et 4. Les opérateurs franchisés et certifiés peuvent offrir contre paiement d'une redevance des capacités de circuits loués privés. Aucune entité autre qu'un fournisseur de services à valeur ajoutée ne peut offrir un service de télécommunication contre paiement d'une redevance sans être titulaire d'une franchise et d'un CPCN.

#### Installations

5. Les fournisseurs de télécommunications de base franchisés et certifiés peuvent (dès lors que sont respectées les prescriptions en matière de participation philippine au capital et de contrôle et de gestion par des citoyens philippins) construire et exploiter leurs propres réseaux ou investir dans des groupements chargés de construire et d'exploiter de telles installations.

#### Services publics/non publics

6. Il n'est pas interdit à un exploitant dûment franchisé et certifié d'offrir de tels services.

7. Tous les services dont la NTC autorise la fourniture doivent être accessibles au public.

8. Voir les réponses aux questions 6 et 7.

9. Toute entité publique de télécommunication doit respecter l'ensemble de la législation philippine en matière de télécommunications, les modalités et conditions attachées à sa franchise et à son CPCN, les obligations du service universel (par exemple l'obligation légale pour les opérateurs agréés de centres tête de ligne internationaux et de services de téléphonie cellulaire d'installer un nombre donné de lignes locales) et les mesures de sauvegarde contre les pratiques anticoncurrentielles (par exemple les prescriptions en matière d'interconnexion).

10. Obtention d'une franchise et d'un CPCN.

11. Seuls les exploitants franchisés et certifiés peuvent offrir ce service.

### PARTIE III

#### Questions réglementaires

##### Rapports entre les fonctions réglementaires et opérationnelles

1. L'industrie, les milieux scientifiques, les fournisseurs, les usagers, etc. participent à l'élaboration et à l'application de la politique et de la réglementation. Le secteur des télécommunications est regroupé au sein d'une Fédération qui remplit des fonctions de coordination et coopère avec l'Etat sur ces questions.
2. Oui. La NTC est la principale entité chargée d'élaborer et de faire appliquer les normes.
3. Institutions publiques chargées d'élaborer la politique et de faire appliquer la législation/réglementation en matière de télécommunications:

**Délivrance des franchises:** - Congrès des Philippines;

**Elaboration de la politique:** - Congrès des Philippines (pouvoir législatif);  
- Département des transports et des communications (pouvoir exécutif);

**Fonctions réglementaires:** - Commission nationale des télécommunications (rattachée au Département des transports et des communications).

##### Allotissement ou assignation des fréquences

4. La NTC allotit et assigne les fréquences demandées pour l'exploitation de services de télécommunication.

En vertu de la Loi de la République n° 7925, la NTC doit établir un Comité consultatif des radiofréquences (regroupant des représentants de toutes les catégories de services) chargé de recommander à la NTC des directives visant à une attribution rationnelle et équitable des fréquences et prévoyant une procédure d'adjudication pour les cas où la demande dépasserait les disponibilités.

5. Seules des entreprises philippines sont autorisées à offrir des services de télécommunication aux Philippines.

##### Normes, homologation et raccordement des équipements

8. Les normes appliquées aux Philippines sont les normes nationales en matière de qualité des services et les normes techniques nationales concernant les services de télécommunication, ainsi que les normes internationales pertinentes, notamment celles établies sous les auspices de l'UIT.
9. Oui. Les normes sont élaborées et examinées par la NTC ou plus exactement par des comités de travail de la NTC composés de représentants de l'industrie, des usagers, des fournisseurs, etc. Une audience publique est organisée avant la promulgation définitive de toute norme par la NTC.

10. à 13. L'homologation est assurée par la NTC, sur la base de la réglementation en vigueur concernant l'équipement fourni par les usagers/abonnés de réseaux publics.

#### Interconnexion

14. à 16. L'obligation d'interconnexion est définie dans la loi. Tous les exploitants de services interurbains et tous les centres tête de ligne internationaux doivent offrir l'interconnexion à tous les opérateurs de centraux locaux afin de garantir la liberté de choix dans l'accès aux installations interurbaines.

Afin de garantir le caractère équitable et raisonnable des accords d'interconnexion, des directives (concernant notamment les taxes d'accès et les accords de partage d'infrastructures et de recettes) ont été publiées.

17. Les taxes d'interconnexion sont négociées sur une base commerciale compte tenu des directives en vigueur. Les aspects techniques et tarifaires de tous les accords d'interconnexion sont soumis à la NTC pour approbation.

#### Mesures de sauvegarde contre les pratiques anticoncurrentielles

18. La Constitution des Philippines interdit les actions limitant le commerce ou portant atteinte à la loyauté de la concurrence. En règle générale, le gouvernement philippin encourage la concurrence. La Loi de la République n° 7925 et le Décret n° 59 rendent obligatoires l'interconnexion et l'application de pratiques non discriminatoires en matière de fixation des prix.

19. La législation philippine ne définit pas le concept de fournisseur ayant une position dominante. Toutefois, la société Philippine Long Distance Telephone Co. (PLDT), qui est le principal exploitant du pays, est parfois désignée comme le fournisseur ayant une position dominante.

20. Le Congrès des Philippines est actuellement saisi de plusieurs projets de loi visant à la mise en place d'un mécanisme pour l'application d'une ambitieuse politique antitrust.

Fusions et acquisitions - La NTC doit approuver les fusions entraînant le transfert à une entité de plus de 40 pour cent des actions avec droit de vote. Quand il y a transfert du contrôle du capital d'un exploitant public, le Congrès des Philippines doit donner son accord.

21. Le champ des activités d'une entité et la teneur des demandes pouvant être adressées par elle à la NTC sont limités par les dispositions de sa franchise.

#### Mesures en rapport avec la tarification

22. Les exploitants agréés doivent faire approuver tous leurs tarifs et taxes par la NTC en lui présentant des demandes à cet effet. Les tarifs doivent être justes, équitables et raisonnables.

23. Les projets de barèmes doivent être soumis à la NTC pour approbation. La fixation des tarifs fait l'objet d'une procédure quasi judiciaire de notification et d'audience publiques.

24. Les tarifs doivent être équitables, justes et raisonnables; ils doivent être appliqués au public d'une façon non discriminatoire.

25. Oui, dans le cadre d'audiences publiques consacrées à la fixation des tarifs.

26. Pour déterminer si des taxes et des tarifs sont équitables et raisonnables, la NTC prend en compte des facteurs tels que la viabilité économique des entités de télécommunication et la nécessité d'un juste rendement des investissements compte tenu du prix courant des capitaux sur les marchés national et international.

27. Les prix des nouveaux services doivent être approuvés par la NTC, à qui sont présentées des demandes à cet effet.

#### Servitudes pour la construction d'infrastructures

28. Les franchises délivrées aux exploitants agréés de services de télécommunication confèrent auxdits exploitants le privilège de construire les infrastructures nécessaires pour la fourniture des services de télécommunication approuvés par la NTC. Les exploitants restent toutefois tenus de demander les permis de construire locaux ou nationaux requis.

29. Les investisseurs étrangers ne peuvent jouir des privilèges susmentionnés qu'en détenant des participations minoritaires dans le capital d'entreprises philippines de télécommunication.

30. et 31. Exception faite des services à valeur ajoutée, tous les services qu'un exploitant de services de télécommunication dûment franchisé souhaite fournir doivent être agréés par la NTC, au terme d'une procédure en bonne et due forme de notification et d'audience publiques.